

Plus de 84 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en 2021, selon un bilan de l'ONU

31.12.2021 Plus de 84 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en 2021, selon un bilan de l'ONU

Plus de 84 millions de personnes n'ont eu d'autre choix que de fuir leur pays en 2021, alors même que les restrictions liées à la pandémie ont fortement réduit les déplacements internationaux. Dans son bilan de l'année, l'ONU fait le point sur les pays d'origine de ces migrants et les routes qu'ils privilégient dans leur exil forcé.

Il n'y a jamais autant de déplacés dans le monde qu'en 2021. De janvier à novembre, plus de 84 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer, selon les données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), publiées par l'ONU dans son bilan annuel. Le chiffre est en augmentation par rapport à 2020 et 2019, toutes deux, déjà, des années record.

Un paradoxe « inédit dans l'histoire humaine », selon le directeur général de l'agence des Nations Unies pour les

migrations (OIM), António Vitorino, alors que « des milliards de personnes ont été clouées au sol par le Covid-19 ». Les restrictions liées à la pandémie n'ont pas pour autant épargné les réfugiés et les migrants. « Des millions d'entre eux se sont retrouvés bloqués loin de chez eux et en danger », souligne l'OIM.

L'Afrique et l'Afghanistan, points de départs principaux des migrants

La principale cause de ces déplacements forcés ? Les conflits. En Afrique notamment, où un grand nombre de personnes ont été déplacées, soit à l'intérieur des frontières de leur pays, soit vers les États voisins. La Centrafrique, la région du Darfour, au Soudan, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et le Burkina Faso, où sévissent encore des groupes djihadistes, ont été particulièrement touchés. L'Éthiopie, où une guerre ravage la région du Tigré depuis un an, est aussi concernée.

D'après le HCR, « des personnes désespérées ont traversé le Soudan avec à peine plus que les vêtements qu'elles portaient sur elles ». Un conflit interne dans lequel se sont retrouvés coincés, malgré eux, de nombreux Érythréens. En mars, des images satellite ont montré des camps réduits en cendres, abritant des milliers de réfugiés érythréens.

> À (re)lire : De plus en plus de déplacés poussés à traverser la Méditerranée à cause de la crise au Sahel

En Asie, c'est l'Afghanistan que la plupart des personnes cherchent à fuir. Et ce, avant même que les Taliban ne prennent Kaboul, le 15 août dernier. En juillet déjà, « la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays » avait poussé « plus d'un quart de million de personnes à quitter leur foyer, portant le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays à 3,5 millions », indique le bilan.

La Méditerranée, une route mortelle

Si la majorité des exilés du monde s'installent d'abord quelques années dans des états frontaliers, la plupart choisissent ensuite la mer Méditerranée pour « atteindre ce qu'ils considèrent comme un refuge sûr en Europe ». Cette année, cette « route privilégiée » est devenue « encore plus mortelle », alors que « les pays européens ont intensifié les expulsions et les refoulements aux frontières terrestres et maritimes », déplore l'ONU.

Au cours des six premiers mois de l'année, au moins 1 140 personnes sont mortes en tentant de rejoindre l'Europe par bateau, 1 508 pour l'année entière. « Des centaines d'autres exilés sont morts au cours du second semestre, en tentant de rejoindre l'Europe depuis les États d'Afrique du Nord ou la Turquie », ajoute l'ONU.

> À (re)lire : En Méditerranée centrale, les traversées ne faiblissent pas, malgré les tempêtes

Beaucoup partent des côtes libyennes, où les naufrages sont nombreux, et ne peuvent pas toujours être comptabilisés. En avril, une embarcation s'est échouée, causant la mort de 130 personnes. Et mi-décembre, au moins 163 exilés sont décédés après les naufrages de deux embarcations au large de Surman et de Sabratha.

Sur le territoire libyen, « malgré une amélioration de la situation en matière de paix et de sécurité, le pays a continué de présenter des dangers pour les réfugiés et les migrants », note l'ONU. La Libye est l'un des passages les plus empruntés par les exilés. Sur place, beaucoup sont arrêtés et emprisonnés dans des centres de détention où ils subissent escroqueries, tortures, et viols.

La Manche et la Pologne, nouvelles frontières meurtrières

Autre littoral meurtrier pour les migrants, la Manche. Lors d'un seul et même naufrage, le 24 novembre, 27 personnes, y compris des femmes et des enfants, sont mortes. Soit la plus grande perte de vies humaines jamais enregistrée par l'OIM à cet endroit. Seize Kurdes d'Irak, un Kurde d'Iran, trois Éthiopiens, une Somalienne, quatre Afghans et un Égyptien sont morts en même temps qu'un jeune Vietnamien dans le naufrage qui a eu un fort retentissement politique en France et au Royaume-Uni.

Depuis cet été, une autre frontière a été le théâtre de drames et de violences pour les exilés. Des milliers d'entre eux ont tenté d'entrer dans l'Union européenne par la Pologne, depuis

la Biélorussie. Originaires d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan, beaucoup se sont retrouvés coincés entre les garde-frontières polonais d'un côté, et biélorusses de l'autre.

> À (re)lire : « Ils boivent de l'eau souillée » : en Pologne, des migrants terrifiés par les renvois en Biélorussie

Depuis le début de la crise, l'UE accuse le régime biélorusse d'aider délibérément les migrants à franchir illégalement la frontière polonaise – une accusation que Minsk a démentie – en représailles aux sanctions imposées par le bloc.

Une crise diplomatique dont les migrants, instrumentalisés, sont les premières victimes. Le 3 décembre, une femme originaire du Kurdistan irakien et mère de cinq enfants est morte après une fausse couche, en pleine forêt. Ces derniers mois, au moins 14 personnes ont perdu la vie des deux côtés de la frontière.

Source

: <https://www.infomigrants.net/fr/post/37563/plus-de-84-millions-de-personnes-ont-ete-contraintes-de-quitter-leur-foyer-en-2021-selon-un-bilan-de-lonu>